

## Kinshasa accueille le sommet sur l'évaluation de l'Accord-Cadre des Grands Lacs

@rib News, 24/02/2022 - Source Agence Anadolu La République démocratique du Congo (RDC) a accueilli, jeudi à Kinshasa, le dixième sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement sur l'évaluation de l'Accord-Cadre des pays des Grands Lacs, signé depuis 9 ans à Addis-Abeba entre une dizaine de pays de la sous-région. Autour du Président congolais Félix Tshisekedi, six Chefs d'Etat ont fait le déplacement pour participer à ce sommet.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Il s'agit de Yoweri Museveni, de João Lourenço, d'Evariste Ndayishimiye, de Cyril Ramaphosa, Denis Sassou Nguesso et Faustin-Archange Touadera. La Tanzanie, le Kenya, le Soudan et le Rwanda se sont fait représenter par des membres de leurs gouvernements, de même que l'ONU par son secrétaire général adjoint chargé du maintien de la paix, Jean Pierre Lacroix. Le Président de la commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat a également pris part à ce sommet d'une journée, sous haute sécurité, où les forces de sécurité ont été déployées dans les artères de Kinshasa. Le Président ougandais Yoweri Museveni a passé le moins de temps de commandement de ce mécanisme régional son homologue congolais Félix Tshisekedi pour les 12 prochains mois. Comme vous le savez, les Forces armées de la République démocratique du Congo et les Forces de défense du peuple Ougandais (UPDF) sont sans cesse en contact depuis le 29 novembre 2021 dans une mutualisation des forces contre les ADF/MTN qui opèrent dans le nord-est congolais à la frontière avec l'Ouganda. La RDC poursuit une logique de coopération avec tous les pays voisins en vue d'une résolution efficace des problèmes le long des frontières communes, a déclaré Félix Tshisekedi. Tshisekedi a indiqué que plusieurs centaines de combattants des groupes armés ont été capturés et rapatriés dans leurs pays d'origine avant de rassurer que ce travail se poursuivra jusqu'à la pacification et la stabilisation de la partie orientale du pays. Plusieurs groupes armés étrangers notamment les rebelles burundais du FNL (Forces nationales de libération), Red Tabara et des Imbonerakure, des rwandais FDLR et les Ougandais des forces démocratiques alliées (ADF). Il a souligné les efforts en cours afin de rétablir la paix dans la partie orientale du pays. Cet accord impose la non-ingérence des Etats dans les affaires internes des pays voisins et le non-entretien des groupes armés. Il avait été signé au moment où le Rwanda était accusé par l'ONU de soutenir la rébellion congolaise du M23, composée majoritairement de combattants Tutsis, tribu majoritaire au Rwanda. La RDC a été victime des ingérences. Près de huit pays (Zimbabwe, République démocratique du Congo, Angola, Namibie, Tchad, Rwanda, Ouganda et Burundi) s'y sont affrontés entre 1998 et 2003, ce qui en a fait la plus grande guerre entre Etats dans l'histoire de l'Afrique et lui a valu le surnom de « guerre mondiale africaine ». Les Nations Unies avaient estimé que plus de 3 millions de personnes étaient mortes, essentiellement des civils massacrés ou morts de faim et de maladies.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});